

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

FPR

Le 19 février 1993

Le Général
Chef de l'Etat-Major Particulier

(M)

- N O T E -

à l'attention de Monsieur le Président de la République
(sous-couvert de Monsieur le Secrétaire Général)

Arv favorable à la
solution 2

4V

O B J E T : RWANDA.

La situation militaire reste très préoccupante. Le Président HABYARIMANA a appelé ce matin. Il estime que l'engagement ougandais aux côtés du FPR est tel, informations recoupées par ailleurs, que les forces rwandaises ne pourront pas tenir longtemps sur les lignes actuelles à proximité de KIGALI. Il fait état de nombreuses exécutions de civils dans les zones conquises par le FPR et craint que les massacres s'amplifient. Des témoignages dignes de foi confirment ces propos.

Suite à votre demande et à vos indications les mesures suivantes peuvent être envisagées :

1' / l'évacuation des ressortissants dans les prochains jours si le FPR maintient son intention de s'emparer de la ville, le retrait de NOROIT. Le pouvoir du Président HABYARIMANA ne survivrait pas à ce départ et des règlements ethniques sanglants s'ensuivraient. C'est l'échec de notre présence et de notre politique au RWANDA. Notre crédibilité sur le continent en souffrirait.

2' / l'envoi immédiat d'au moins deux compagnies à KIGALI dans le but de protéger effectivement nos ressortissants et tous les expatriés en cas d'arrivée brutale des troupes rebelles dans la capitale mais aussi d'adresser un signal clair au FPR afin de freiner ses appétits. Cette action, sans résoudre les problèmes de fond, permettrait de gagner du temps.

3°/ l'envoi d'un contingent plus important interdisant de fait la prise de KIGALI par le FPR et rendant les unités rwandaises disponibles pour rétablir leurs positions au moins sur la ligne de cessez-le-feu antérieure. Cette dernière option nécessiterait à la fois une demande rwandaise précisant que le pays est victime d'une agression extérieure et la consultation des Présidents HOUPHOUET-BOIGNY, ABDOU DIOUF et BONGO. Elle aurait l'avantage de montrer notre détermination à ce que la crise rwandaise soit résolue par la seule voie politique. Cependant, elle serait le signal d'une implication quasi directe.

Les options 2 ou 3 devraient être accompagnées d'explications sur notre position : défense des ressortissants et des autres expatriés, protection de la capitale afin de limiter les massacres inter-ethniques, opposition à une solution autre que négociée.

Dans l'immédiat nous sommes partisans de la solution 2 qui en cas d'échec pourrait constituer une structure d'accueil de la solution 3. Ces deux solutions, accompagnées chacune d'une action diplomatique intense permettraient, au moment opportun, de se retirer dans des conditions plus dignes.



Dominique PIN



Général QUESNOT